



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 11 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAEC CORDERIE

LA CORDERIE
53400 Livré-La-Touche

Références : SR/PJ - N° 2026 00553

Code AIOT : 0055301495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 février 2026 de l'établissement du GAEC Corderie, implantée au lieu-dit La Corderie 53400 LIVRE-LA-TOUCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC CORDERIE
- LA CORDERIE 53400 Livré-la-Touche
- Code AIOT : 0055301495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est autorisée à exploiter un élevage de 115 460 emplacements volailles.

Thèmes de l'inspection :

- Fertilisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	90 jours
7	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II	Demande d'action corrective	90 jours
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	90 jours
11	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	6 mois
12	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
2	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
4	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
6	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
8	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
10	Équilibre de la fertilisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
14	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La principale non-conformité est l'absence de mise à jour du plan d'épandage en particulier pour les effluents exportés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. L'exploitation est autorisée pour 115 460 emplacements volailles au titre de la rubrique 2111.
Constats : Effectif présent : 28 500 poulets et 1 308 dindes (3 des 5 bâtiments sont en vide sanitaire). Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Suivi dératisation assuré par FARAGO. Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, ou d'une réserve d'au moins 120 m ³ , implantés à moins de 200 mètres du risque (par voie carrossable). La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur (tous les ans). Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
Constats : 2 réserves incendie sont référencées par le SDIS les extincteurs sont révisés annuellement (EUROFEU 31/03/2025). Absence d'affichage des consignes de sécurité dans les bâtiments présents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre une photo avec l'affichage des consignes mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état, vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires, et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée. Vérification réalisée par APAVE (24/10/2025) entretien des installations assuré par Matavicole (BigDutchman Retiers 35).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : -100 % de la capacité du plus grand récipient ; -50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; -dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.
Constats : Absence de rétention pour les produits stockés dans le sas pour le traitement de l'eau provenant du forage. Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place une rétention pour les produits concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Les consommations d'eau sont enregistrés dans le registre d'élevage quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La tête de forage est équipée d'une margelle bétonnée de 3 m² au minimum et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.</p> <p>La tête de forage s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. L'accès au forage est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>Tout ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de fermeture sécurisée pour l'accès au forage.</p> <p>Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sécuriser l'ouverture avec un cadenas ou autre dispositif équivalent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 10 : Équilibre de la fertilisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.</p> <p>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.
<p>Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p> <p>Le tableau de calcul du bilan pour l'azote et le phosphore, est joint au rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : La surface agricole du plan d'épandage présenté dans le dossier d'autorisation de 2022, était de 89.57 ha (en propre) et il était prévu un export de fumier de volailles pour 10200 unités d'azote et 8280 unités de phosphore. Aujourd'hui la surface agricole est de 111,5 ha et des exports de fumier sont réalisés vers les prêteurs de terre qui n'ont pas été inscrits au plan d'épandage du dossier d'autorisation: <ul style="list-style-type: none">• EARL Glaneterie à Livré la Touche,• GAEC des Moissaies à Livré la Touche,• GAEC Pelluau à Livré la Touche,• Bossuais Jean à Craon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre la mise à jour du plan d'épandage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>L'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de présentation des bordereaux d'export de fumier de volaille.</p> <p>Il n'y a pas d'autre constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les bordereaux complétés et cosignés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées.</p>
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

BILAN N et P205
NOM : GAEC Corderie

DDTSPP
Service Protection Environnement - Installations
Classées

ADRESSE : La Corderie 53400 Livré-la-Touche										24/02/28	
ANIMAUX	Kg N	Kg P205	Nombre	N produit	P205 produit	temps pâture	N non maîtrisable	N maîtrisable	DATE :	P non maîtrisable	P maîtrisable
Vaches laitières	126	38	40	5040,00	1520,00	0	0,00	5040,00		0,00	1520,00
Vaches allaitantes	68	39	9	612,00	351,00	0	0,00	612,00		0,00	351,00
Vaches de réforme	40,5	25	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Génisse 0 - 1 an	25	7	17	425,00	119,00	0	0,00	425,00		0,00	119,00
Génisse 1 - 2 ans	42,5	18	16	765,00	324,00	0	0,00	765,00		0,00	324,00
Génisse > 2 ans	54	25	7	378,00	175,00	0	0,00	378,00		0,00	175,00
Mâle 0 - 1											
croissance	25	7	2	50,00	14,00	0	0,00	50,00		0,00	14,00
engraissement	20	14	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Mâle 1 - 2 ans											
croissance	40,5	18	1	42,50	18,00	0	0,00	42,50		0,00	18,00
engraissement	25	25	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Mâle > 2 ans	73	34	2	145,00	68,00	0	0,00	145,00		0,00	68,00
Breillard < 1 an, engraissement	27	18	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
place de veau de boucherie	6,3	3	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Truie ou verrat présent, par an (std)	17,4	14,1	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Truie non reproductrice, par an (std)	9,5	6,36	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
porc charcutier produit (biphasé sur paille)	1,88	1,56	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
porcelet produit en post-sevrage(std)	0,44	0,31	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Truie ou verrat présent, par an (biphasé)	14,3	11	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
Truie non reproductrice, par an (biphasé)	7,8	4,35	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
porc charcutier (biphasé)	2,6	1,45	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
porcelet produit en post-sevrage (biphasé)	0,39	0,23	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std)	0,094	0,069	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,113	0,117	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,128	0,12	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,06	0,054	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,174	0,153	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,564	0,724	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,561	0,629	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,103	0,104	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,28	0,26	16000	4480,00	4480,00	0	0,00	4480,00		0,00	4480,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,236	0,236	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,042	0,035	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,068	0,054	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,436	0,38	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,242	0	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,467	0,38	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,373	0,353	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,365	0,349	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,362	0,495	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,324	0,446	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,092	0,074	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,066	0,048	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,021	0,009	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,048	0,01	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,039	0,026	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00		0,00	0,00
caprins (chèvres) (std) (caprins)	0,028	0,015	118000	3304,00	1770,00	0	0,00	3304,00		0,00	1770,00
Total				15242,50	8839,00		0,00	15242,50		0,00	8839,00

exportation	5060,00	5060,00
importation	0	0
N organique sur l'exploitation	10182,50	10182,50
P organique sur l'exploitation	3779,00	3779,00
S.A.U exploitation	111,49	111,49
S.P.E	0	0
S.P.N.E	0	0
S.P.A.T.U.R.E	0	0
S.P.A.T.U.R.E.N.E	0	0
indice N	91,3	91,3
N Minéral	106,25	106,25
indice N total	186,6	186,6
P Minéral	0	0
indice P	33,9	33,9

exportation des cultures	6267,50	Ratio	45,71 %
--------------------------	---------	-------	---------